

LA LUTTE DE CLASSES SOUS LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE

BOURGEOIS ET «BRAS-NUS»

1793-1797

par Daniel GUÉRIN (1904-1988)

Extraits du chapitre 11: «liquidation des hébertistes» (tome 2)

§4 - LES HÉBERTISTES ET LE MOUVEMENT DES MASSES..

Nous voici donc ramenés aux hébertistes. Le fait que ces derniers aient entraîné les sociétés sectionnaires dans leur chute ne doit pas nous induire en erreur. Les sociétés populaires des sections furent, de septembre 1793 à avril 1794, la forme primaire d'organisation du mouvement des masses. Les hébertistes furent des agitateurs politiques qui, sans jamais se confondre avec le mouvement des masses, utilisèrent ou freinèrent celui-ci au gré de leurs intérêts du moment. Il est donc absolument inexact de dire, comme l'ont fait tant d'historiens, que les sociétés sectionnaires furent «*hébertistes*». Les hébertistes tantôt se servirent d'elles, tantôt les combattirent, parce-qu'ils étaient partagés entre des sentiments contradictoires: d'une part, ils redoutaient, presque autant que Robespierre et que les Jacobins, le mouvement des masses, l'action des sociétés sectionnaires; d'autre part, ils avaient besoin, dans une certaine mesure, de s'appuyer sur elles pour accéder au pouvoir, pour accroître leur influence politique. Cette contradiction se manifesta par la division de l'hébertisme en deux tendances: une aile droite (Hébert), plutôt mal disposée à l'égard des sociétés sectionnaires, une aile gauche (Vincent), qui leur était beaucoup plus favorable.

Le 26 décembre, aux Jacobins, Hébert et Momoro avaient fait chorus avec Robespierre et les dantonistes contre les sociétés sectionnaires: «*J'ai toujours regardé, s'écria Hébert, la formation des nouvelles sociétés comme très dangereuse*». Et il n'hésita pas à traiter de «*conspirateurs*» les militants sectionnaires qui avaient «*essayé de soulever le faubourg Saint-Antoine*» en faveur de Vincent et de Ronsin. Momoro ajouta que la formation des sociétés populaires avait ranimé l'espoir des malveillants; il alla jusqu'à faire l'éloge du décret de la Convention qui réduisait à deux séances par décade les assemblées générales des sections, afin d'empêcher «*qu'il fût pris des arrêts funestes à la liberté*». Il ne cacha pas que cette prise de position vaudrait aux *Cordeliers* la désapprobation des sociétés sectionnaires (1).

Encore une fois, le 27 janvier, Hébert mêla sa voix aux diatribes des dantonistes contre les sociétés populaires: «*C'est à Paris, déclara t-il, que le mal est le plus grand et le plus dangereux. Le décret de la Convention relatif aux assemblées générales des sections est éludé; on veut établir la contre-révolution sectionnaire*» (2).

(1) Aulard, *La société des Jacobins*, 5, 579-580.

(2) Aulard, *La société des Jacobins*, 5, 627.

Mais au début de février, Vincent, on l'a vu , s'était posé en champion des sociétés populaires contre les comités révolutionnaires et, à la fin du même mois, l'aile gauche des *Cordeliers* et les sociétés sectionnaires se trouvèrent étroitement associées. Rolin rapportait, le 26: «*On assurait que la majorité des sociétés sectionnaires de Paris était pour les Cordeliers et qu'elle ne voulait plus de la société des Jacobins*» (3).

Mais l'hébertisme et le mouvement sectionnaire ne se confondirent pas. Le 6 mars, Collot d'Herbois et Momoro furent tous deux d'accord pour les distinguer nettement l'un de l'autre. Collot s'étant plaint de ce qu'on cherchait «*à agiter par des intrigues les sociétés populaires des sections*», Momoro demanda qu'on ne rendît pas les *Cordeliers* responsables de ce qui se passait dans les sociétés sectionnaires. Collot lui répliqua que ce n'était pas des *Cordeliers* qu'il parlait «*mais des sociétés de sections..., des agents, des émissaires qui s'y répandent, excitent le peuple à aller à la Convention demander qu'elle s'épure*»; et il exprima ses regrets «*que les Cordeliers se soient mis, malgré eux sans doute, en contact avec les sociétés populaires pour obtenir cet épurement de la Convention*» (4).

Il était indispensable, avant de raconter la liquidation de l'hébertisme, cet événement de surface, de descendre dans les profondeurs, de considérer la forme que prit, pendant cette période, le mouvement des masses. Autrement la longue querelle du pouvoir et des politiciens hébertistes eût dégagé une impression d'ennui et de vide, elle eût paru un peu «*en l'air*». C'est que les questions de personne, les rivalités d'amour-propre et d'ambition y prédominent. Aucun des deux adversaires n'est bien conséquent avec lui-même. Robespierre menace sans frapper. Hébert rengaine l'épée aussitôt après l'avoir brandie. Ce chef d'opposition qui, tour à tour, attaque et se «*dégonfle*», offre un spectacle plutôt lamentable.

Mais si l'on évoque le conflit de classe qui se déroula derrière cette querelle, alors tout s'anime et s'explique. Ce que Robespierre poursuivait, ce qu'il voulut briser à travers l'hébertisme, c'était le mouvement de l'avant-garde populaire, tel qu'il se manifestait dans les sociétés populaires des sections; ce qui donnait quelque énergie aux plébéiens hébertistes dans leur lutte contre Robespierre (malgré leurs tendances capitulardes), c'était qu'ils se sentaient épaulés, poussés en avant par l'avant-garde populaire, par le mouvement des sociétés populaires des sections. Leur querelle avec le pouvoir eût pu se prolonger longtemps encore, conserver le caractère de simples escarmouches, suivies de capitulations ou de compromis, si le mouvement des masses (surexcité par une aggravation de la crise des subsistances) ne les avait talonnés, éperonnés, et si le pouvoir n'avait voulu écraser à travers eux l'avant-garde populaire. Ils périrent pour s'être trouvés entre le marteau et l'enclume.

C'est pourquoi leur chute présente tout de même quelque intérêt et vaut d'être retracée dans le détail.

(3) Caron, *Paris pendant la Terreur, rapports des agents secrets du Ministère de l'Intérieur*, 4.

(4) Aulard, *La société des Jacobins*, 5, 673-674.